

Mais, ce n'est pas seulement dans les petites classes que la leçon orale d'histoire a sa raison d'être. Elle n'est peut-être pas moins nécessaire dans les classes moyennes et supérieures. Là, il est vrai, l'écoulier sait lire ; il peut apprendre par cœur ; il est bon, il est nécessaire qu'il le fasse, qu'il s'efforce à voler de ses propres ailes. Toutefois, un bon maître ne saurait s'autoriser de ce progrès pour s'affranchir du professorat, pour ne faire consister son enseignement historique que dans l'indication et la récitation des leçons.

Il reste toujours des intelligences à éveiller, le jugement à redresser, des cœurs à former, des esprits à guider ; toutes choses assurément qu'on ne peut attendre de la mise en jeu d'une seule faculté : la mémoire.

Il y a toujours aussi des attentions à soutenir, un enseignement à vivifier, des leçons à approprier à l'âge, au temps, aux tempéraments et aux circonstances ; ce que ne peut faire le meilleur livre qui, quel qu'il soit et quoi qu'on fasse, demeure inflexible dans sa forme, comme la plus belle statue dès qu'elle n'est plus sous le ciseau de l'artiste.

Mais voici que je suis un grand coupable ! En exaltant la leçon orale, je fais le procès au livre et je l'exclus sans doute de l'enseignement historique ? Tant s'en faut : je ne donne point dans cet autre extrême. Je ne dédaigne pas le bon livre. Seulement, je le relègue au second plan ; je le réduis au rôle d'auxiliaire ; je ne l'accepte plus pour professeur unique, pour le souverain seigneur et maître de nos écoles, comme l'a fait si longtemps la vieille pédagogie (Applaudissements).

Racontez d'abord les faits ; animez vos personnages, donnez à tout l'attrait et l'intérêt de la parole ; puis, quand vous avez d'ailleurs mêlé vos chers enfants à votre entretien à la manière de Socrate, quand aussi vous les avez fait parler comme vous l'a recommandé avant-hier M. Berger, renvoyez-les au livre.

Ah ! ils ne s'y arrêteront pas longtemps ! Ils savent leur leçon à l'avance ; ils n'ont plus besoin que de la trouver formulée en bon style dans les Ducondray, les Lavisse, les Pigeonnax, les Hubault, etc., qui ont bien voulu, depuis quelques années, nous prêter le concours de leur talent pour la vulgarisation de notre histoire nationale par l'école primaire (Applaudissements).

Ainsi, messieurs, premier principe : nos enfants doivent être appliqués à l'histoire de France dès qu'ils ont franchi le seuil de nos écoles.

Deuxième principe : toute leçon d'histoire, avant d'être apprise par cœur, doit avoir fait l'objet d'un entretien, d'un entretien socratique dans la mesure du possible.

Troisième principe : l'enseignement de l'histoire, à l'école primaire, doit être intégral. Il me reste à vous dire ce que j'entends par là.

Jusque dans ces derniers temps, on procédait dans notre enseignement primaire par voie de superposition ; les matières du programme s'ajoutaient successivement les unes aux autres comme de nouvelles assises : d'abord la lecture, puis l'écriture, ensuite le calcul, la grammaire, etc. De même plus tard en histoire de France, trois étapes au moins. Dans la première année du cours (je n'ose pas dire de la fréquentation), on allait jusqu'à Hugues-Capet ; la seconde, jusqu'à Henri IV ; dans la troisième jusqu'à nos jours.

Mon Dieu, en soi, ce système pouvait avoir du bon : diviser pour régner est une maxime qui peut trouver d'heureuses applications ailleurs qu'en politique. Mais notre enseignement historique ne saurait, paraît-il, s'en accommoder, au moins à l'école primaire, car voici à quel résultat il conduisait infailliblement : la première partie du cours recommençait à peu près tous les ans ; la seconde venait rarement, et la troisième... jamais !

Aussi, on ne saurait compter les enfants, les Français et surtout les Françaises, qui sont sortis de nos écoles sans connaître de l'histoire de France d'autres noms que ceux de Pharamond, de Clodien, de Chilpéric, de Mérovée, de Clovis, de Dagobert, d'autres grands faits que la conquête romaine, la conquête des Francs et peut-être les invasions normandes ; privilégiés ceux qui parvenaient jusqu'aux croisades ; introuvables ceux qui dépassaient la guerre de cent ans (Applaudissements).

Vous approuvez, messieurs, c'est parce que vous sentez que je fais en ce moment de l'histoire, et malheureusement de l'histoire de France, et plus malheureusement encore, de l'histoire contemporaine (Nouveaux applaudissements).

Il faut en effet, messieurs, rompre définitivement avec cet enseignement tronqué, désastreux, et d'une parfaite stérilité. Pour cela, admettons le troisième principe que j'ai formulé

tout à l'heure, à savoir que, en histoire de France particulièrement, tout enseignement commencé au mois d'octobre doit être rigoureusement terminé au mois de juillet ou d'août.

Pour les petits, nous nous contenterons des grands noms et des grands faits, soit ; mais nous épuiserons notre programme avec les derniers mois de notre année scolaire, si courte qu'elle puisse être.

Pour les moyens, nous serons sommaire, s'il le faut, mais nous les conduirons sans désespérer des origines jusqu'au siècle présent.

De même pour nos savants du cours supérieur, dussions-nous être sommaire encore.

Ainsi, l'œil fixé, d'une part sur nos programmes, de l'autre sur le calendrier ; activant ou modérant notre marche suivant que nous nous sentirions en retard ou en avance, accommodant d'ailleurs nos allures à celles du petit peuple "qui trotte devant nous," dirait Montaigne, nous acheverons, chaque année, la série de nos leçons d'histoire, sans nous exposer à nous voir arrêtés court au milieu ou aux deux tiers de la carrière, par l'arrivée des vacances ou par des désertions que nous devions prévoir.

Cette doctrine est nouvelle, je le sais. Mais ne croyez pas qu'elle soit exclusivement française ; qu'elle n'appartienne qu'aux programmes de la Seine, qui l'ont inaugurée il y a quelque dix ans parmi nous. C'est aussi celle des plus illustres pédagogues étrangers ; soit qu'ils nous l'aient empruntée, soit qu'elle se soit imposée à eux comme à nous, vous la retrouverez dans leurs ouvrages, notamment dans les ouvrages de l'honorable M. Braun, l'habile organisateur de la belle exposition scolaire de Belgique, que vous avez certainement visitée et admirée.

La conséquence de ce système, vous la saisissez de suite : c'est que, à quelque degré de la carrière scolaire qu'ils nous quittent, nos enfants emportent, sur l'histoire de France, au lieu de ces notions qui, toujours commencées et toujours interrompues, les laissent dans une ignorance absolue des choses de leur temps, des connaissances sommaires peut-être, mais complètes dans leur genre, et qui d'ailleurs bien pondérées et bien équilibrées, leur permettent d'entendre parler, sans être trop ébahis, non plus seulement des rois fainéants, chers à certains auteurs, mais de Henri IV et de Sully, de Louis XIII et de Richelieu, de Louis XIV et de Colbert, de Choiseul et de Turgot, enfin de la Révolution française et des grands événements qui l'ont accompagnée ou suivie.

Tout à l'heure, quand je vous parlais de la leçon orale d'histoire, il m'a semblé lire dans vos esprits une inquiétude, sur vos lèvres une objection, une inquiétude que je dois calmer et une objection que je dois essayer de résoudre.

Certes, pensiez-vous en vous-mêmes, nous sommes convaincus que, pour être fructueuse, toute leçon d'histoire doit être soigneusement préparée et ensuite directement professée. Mais quoi ? nous ne sommes pas de fer ; nos forces ne sont pas toujours à la hauteur de notre zèle et de notre dévouement. Or, pour beaucoup d'entre nous, la leçon d'histoire (comme presque toutes les autres, du reste) se multiplie par trois, et cela à peu près tous les jours, car nous savons qu'il est de bonne pédagogie de faire revenir chaque matière du programme le plus souvent possible.

Il est vrai, messieurs, et je me suis souvent inquiété, pour ma part, du surcroît de labeur qui résulte du professorat direct transporté dans l'école primaire.

Une chose me rassure néanmoins, et va vous rassurer vous-mêmes, je l'espère.

La leçon orale, telle que nous la recommandons, n'a rien de la leçon solennelle, faite *ex cathedra*, devant un auditoire passif et silencieux, comme celles que vous pourriez entendre ici ou au Collège de France. Elle n'exige point, disons même qu'elle ne comporte pas un grand déploiement de voix, de gestes et de forces. C'est simplement un entretien, un entretien de famille au foyer domestique, comme une conversation de bon goût à laquelle chacun prend une juste part, en soulageant d'autant le principal interlocuteur.

Et c'est sans doute de cette manière que l'entend M. Gréard, quand il s'exprime ainsi dans le si substantiel rapport qu'il vient de publier et que je voudrais vous voir à tous entre les mains (1) :

"Il y a longtemps que Lhomond l'a dit : le meilleur livre, c'est la parole du maître. Nous ne demandons pas pour cela

(1) L'enseignement primaire à Paris et dans le département de la Seine.